

L'Eglise catholique en Charente de 1939 à 1945

Mgr Jean-Baptiste Mégnin, évêque d'Angoulême, ancien combattant de 1914-1918, favorable à la personne du Maréchal

Des prêtres et religieux catholiques charentais entre collaboration et résistance

Diverses attitudes de laïcs catholiques pendant l'Occupation dans une commune charentaise : Saint-Claud

Avant de parler des catholiques en Charente de 1939 à 1945, il convient de considérer ce qui s'est passé plus largement à cette période pour l'Eglise catholique en France. Les milieux catholiques, hiérarchie en tête, ont été, pour une très large majorité d'entre eux, ils n'étaient pas les seuls, suite à la défaite et à l'occupation du pays par l'armée allemande, d'emblée rassurés et confiants dans l'autorité du Maréchal Philippe Pétain. D'autant plus que celui-ci leur a procuré quelques satisfactions avec des mesures comme l'autorisation donnée à certaines congrégations interdites dans les années 1900 avec les lois Combes à revenir en France et retrouver leurs monastères et leurs couvents, en redonnant le sanctuaire de Lourdes à l'évêché de Tarbes ou plus localement la maison des missionnaires montfortains d'Obezine au diocèse d'Angoulême et en reconnaissant l'enseignement confessionnel. Les lois prises par le gouvernement de Vichy le 3 septembre 1940 et surtout le 8 avril 1942 abrogent les lois dites de laïcité de 1901 à 1905 en supprimant notamment le « *délit de congrégation* ». Les décrets d'application de la loi du 8 avril 1942 concernent les mesures pratiques à mettre en œuvre notamment dans l'enseignement confessionnel. Ces dispositions législatives et réglementaires ne seront pas remises en cause à la Libération. L'enseignement catholique est reconnu, voire favorisé par le gouvernement de Vichy qui encourage les municipalités à subventionner les écoles privées confessionnelles au même titre que les écoles publiques. Les congrégations enseignantes sont à nouveau autorisées et leurs membres peuvent reprendre l'habit de leur ordre ce qui avait été interdit par les lois Combes au début des années 1900.

Par ailleurs l'Eglise catholique qui veut provoquer un retour à la foi par des conversions encourage des manifestations religieuses comme le pèlerinage du Grand Retour : il s'agit d'une dévotion à Notre-Dame de Boulogne. Au VII^e siècle une barque dans laquelle se trouvait une statue en bois représentant la Vierge Marie aurait accosté sur le rivage de Boulogne-sur-Mer. Suite à cette apparition miraculeuse une église a été édifiée pour abriter cette statue. Profanée à la Révolution, cette statue a cependant été sauvée et elle réapparaît pendant la seconde guerre mondiale. Portées de paroisse en paroisse, quatre reproductions de la statue sillonnent la France de 1943 à 1948 du sud au nord, de Lourdes à Boulogne-sur-Mer. Le pèlerinage du Grand Retour désigne à la fois le retour de la statue à Boulogne et le retour à la foi dans une France meurtrie par le conflit,

avec l'espoir du retour des prisonniers, du retour des travailleurs du STO et du retour à la paix. En août 1943 la statue de Notre-Dame de Boulogne est arrivée en Charente, par Chalais, Brossac, Montmoreau, Blanzac, Barbezieux, Châteauneuf, Angoulême, Hiersac, Jarnac et Cognac¹, au cours de processions, au milieu d'importants rassemblements de fidèles, les prêtres ayant à cœur de faire porter par des notables des localités rencontrées le dais protégeant et recouvrant la statue tenue par un ecclésiastique.

Mgr Jean-Baptiste Mégnin, évêque d'Angoulême, ancien combattant de 1914-1918, favorable à la personne du Maréchal

En Charente, Jean-Baptiste Mégnin (1883-1965), évêque d'Angoulême de 1934 à 1965, issu du diocèse de Moulins (Allier), s'est empressé comme beaucoup de ses confrères dans l'épiscopat de saluer la personne du Maréchal Pétain dont il a apprécié les décisions vis-à-vis de l'Eglise catholique. En conséquence, approuvant les directives de Vichy quant aux congrégations il a fait acte d'autorité en exigeant par exemple que les religieuses des congrégations de Sainte-Marthe, Notre-Dame des Anges et des Ursulines de Chavagnes abandonnent leur tenue civile pour reprendre l'habit de leur ordre bien que certaines d'entre elles s'y soient refusé² !

Le 25 août 1940, *La Semaine religieuse d'Angoulême*, organe officiel de l'évêché d'Angoulême, mais soumise à la censure comme toutes les publications de l'époque établit une comparaison entre la situation issue de la défaite et de l'armistice de juin 1940 et la défaite de 1870 sous le titre « *Instructifs rapprochements* » avec des affirmations telles que : « *Si nous relisons notre glorieuse histoire, nous constatons que depuis la Révolution, soit depuis cent-cinquante ans, nos grands désastres coïncident avec les périodes où notre nation a renié Dieu et ses lois [...]. La restauration fut un gouvernement catholique et la France connut une période de paix et de prospérité [...]. L'Assemblée nationale qui lui (pour le Second Empire) succéda fut une assemblée catholique. Elle releva le moral français, rétablit nos finances et reconstitua notre armée. Mais après elle le pouvoir tomba entre les mains des francs-maçons, les ennemis acharnés et systématiques de Dieu. Ce sont eux qui, en introduisant ces habitudes de paresse et de vie facile, ont affaibli le pays* ».

Une telle assertion rejoint l'expression de Charles Maurras, dirigeant de *L'Action française*, à propos de la situation catastrophique de juin 1940 : « *une divine surprise* ». Et cependant c'est le même Mgr Mégnin qui, en arrivant dans son diocèse en 1934 appliquant les décisions prises par le pape Pie XI en 1926, avec la condamnation de *L'Action française*, s'est attaché à écarter des

¹ *Le Petit Courrier de la Charente*, édition du 12 septembre 1943

² JULIEN-LABRUYERE (François) *Le rendez-vous de Lesterps*. Editions Le Croît Vif. 2010

A propos de sœur Saint-Cybard (Marie-Elisabeth Lacalle) religieuse de la communauté Notre-Dame des Anges

responsabilités les prêtres ayant adhéré aux thèses de Charles Maurras reposant essentiellement sur le nationalisme et l'antisémitisme³. Une fois de plus, comme aux débuts du Second Empire et de la III^e République, la hiérarchie catholique accepte de jouer le jeu de l'ordre moral espérant au passage gagner quelques avantages. Les évêques se pressent autour du Maréchal Pétain lors des manifestations officielles, le Maréchal ayant retrouvé opportunément une pratique religieuse pourtant abandonnée depuis longtemps pour se montrer dans les églises ou des cathédrales à des messes solennelles.

Mgr Jean-Baptiste Mégnin se montre un fervent admirateur de la personne du Maréchal dans ses mandements épiscopaux lus en chaire le dimanche dans les diverses paroisses du diocèse. « *La Patrie fut sauvée quand elle était sur le point de mourir. Mesurez la portée de cette simple formule. La divine Providence réservait pour cette heure suprême un Français glorieux et noble entre tous dont la grandeur d'âme et la loyauté forçaient le respect dont le don total de sa personne et de sa vie rendit à la France l'espoir. Il fut l'instrument choisi de la merveilleuse intervention divine. Reconnaissons le doigt de Dieu ...* » Il est vrai que Jean-Baptiste Mégnin, soldat brancardier puis versé dans un régiment d'artillerie de campagne pendant le conflit 1914-1918, qui avait été gazé (il en gardera des séquelles toute sa vie), titulaire de la Médaille militaire et de la Croix de guerre 1914-1918 avec trois citations⁴, est conforme dans son attitude et sa pensée à beaucoup d'anciens combattants, ceux de la Grande Guerre, qui vouent un culte au Maréchal pour avoir été l'un des rares généraux à être économe des vies humaines engagées dans les batailles qu'il a dirigées et pour avoir cherché à améliorer la vie quotidienne des soldats. C'est pourquoi Mgr Mégnin s'emploie à sa façon à faire respecter dans son diocèse l'autorité du Maréchal, « *le vainqueur de Verdun* », dans ses homélies et ses lettres pastorales et en assistant à toutes les cérémonies officielles. Le 6 octobre 1943, Mgr Mégnin a participé à une réunion des évêques et cardinaux de France pour renouveler avec les autres prélats son attachement à la personne du Maréchal.

Des prêtres et des religieux catholiques charentais entre collaboration et résistance

Si en Charente comme ailleurs les catholiques et le clergé ont montré une réelle et sincère adhésion au gouvernement de Vichy surtout dans les années 1940 à 1942, certains sont allés plus loin au point de se prononcer en faveur de la collaboration après l'entrevue de Montoire entre Philippe Pétain et Adolf

³ Mais il est vrai que l'excommunication a été levée par le pape Pie XII en 1939

⁴ CERTIN (Philippe) *Souvenirs de Mgr Pouget (1912-1998) un parcours hors du commun au service du diocèse d'Angoulême* in Bulletins et Mémoires de la SAHC 2021, pp. 131-188, en particulier note 25

Hitler le 24 octobre 1940. C'est le cas d'Alexandre Petit⁵ alors curé-doyen de La Rochefoucauld, âgé de soixante-sept ans en 1940. Prêtre patriote, nationaliste, ami en son temps de Paul Déroulède dont il fut le confident, directeur du grand séminaire de 1903 à 1914, aumônier militaire pendant la guerre 1914-1918, il essaie d'entraîner ses ouailles au patriotisme par son journal hebdomadaire *Le Petit Courrier de la Charente* avec un sous-titre significatif *Le journal de la victoire* (jusqu'au 23 juin 1940...) Il représente un clergé bagarreur, pugnace, volontiers polémique, n'hésitant pas à braver dans son journal : les socialistes, le député René Gounin⁶ plus particulièrement, les francs-maçons, les juifs, les laïcistes et les athées qu'il accuse d'avoir entraîné la France à la décadence. Dans les divers articles qu'il écrit chaque semaine pour *Le Petit Courrier de la Charente*, il propose que la France retrouve sa grandeur, le retour à la terre, l'exaltation des droits de la famille et la confiance dans la Patrie. La trilogie *Travail, Famille, Patrie* n'est pas loin⁷ ... Quelques mois plus tard il se plaît à rappeler dans son périodique devant les thèmes de la Révolution nationale d'avoir anticipé en la matière : « *Au Petit Courrier, nous avons défendu, exalté, magnifié la Terre, la Famille et la Patrie bien avant que certains n'aient découvert les grandes réalisations tutélaires à la lueur de la défaite qui endeuille à cette heure notre histoire nationale* »⁸. Après avoir proclamé à chaque parution de septembre 1939 au 23 juin 1940 ses sentiments antiallemands, Alexandre Petit propose le 17 novembre la *collaboration* en invitant les lecteurs du *Petit Courrier de la Charente* à faire confiance au maréchal Pétain avec un titre très net dans son éditorial : « *Suivons Pétain ! Collaborons !* ». Dans le même temps son périodique va jusqu'à se réjouir de la fermeture des loges maçonniques ordonnée par le gouvernement de Vichy et à mentionner avec une évidente satisfaction l'arrestation de Paul-Louis Weiller⁹, Marcel Bloch (connu plus tard sous le nom de Marcel Dassault) et Raymond Philippe et leur emprisonnement à Pellevoisin ! Et de justifier plus loin le statut particulier des Juifs édicté en octobre 1940 par le gouvernement de Vichy ... Tout à sa dévotion au Maréchal il a conduit à Vichy à plusieurs reprises des groupes de gens avec la même ferveur que pour un pèlerinage à Lourdes ... Reçu par Philippe Pétain à

⁵ Ibidem, page 148 et en particulier note 88

⁶ Il faut se rappeler que René Gounin se fit élire sénateur de la Charente en 1939 et qu'il offrit son siège de député à Marcel Déat qui fut élu député de la Charente la même année.

⁷ C'était d'ailleurs le programme social de l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France (ancêtre de la Conférence épiscopale française). Cf. LEMOIGNE (Frédéric) *Les évêques de Verdun à Vatican II, une génération en mal d'héroïsme*. Rennes.PUR.2005

⁸ *Le Petit Courrier de la Charente*, dimanche 7 août 1940. Extrait de l'éditorial intitulé : « *Quand même plus que jamais* »

⁹ La famille Weiller avait des usines à Angoulême et la mère de Paul-Louis Weiller, née Alice Jeval, veuve de l'industriel Lazare Weiller, habitait en 1940 au château Dampierre, près du pont de Saint-Cybard à Angoulême. Elle est morte en déportation. Les familles Weiller et Jeval étaient israélites.

Vichy, il a écrit dans *Le Petit Courrier de la Charente* du 24 juin 1943 ; « *Les membres de la délégation sont ce soir dans le ravissement d'avoir été appelés à Vichy par la bienveillance souveraine du Père de la Patrie* ». Alexandre Petit, en 1944, se sentant recherché, s'est d'abord caché à Paris puis est parti dans l'Aisne comme aumônier d'une communauté religieuse (Trinitaires de Saint-Jean de Matha à Cerfond dans l'Aisne) pour ne reparaître en Charente qu'en octobre 1954 comme aumônier de la maison de retraite de Gamby à Villebois-Lavalette. Il est mort le 31 juillet 1957 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Il y a aussi le cas de l'abbé Jean Balestrat¹⁰, curé de Pressignac en Charente limousine, signalé dans un courrier en date du 29 mars 1941 - retrouvé aux archives départementales de la Haute-Vienne¹¹ - rédigé par le commissaire spécial Dieulot à la sous-préfecture de Confolens. Il y est précisé que ledit abbé Jean Balestrat est le chef d'une unité de la Légion Française des Combattants composée de 78 membres et que l'ecclésiastique dans une rencontre à Chabanais lui aurait dénoncé les agissements à Pressignac du maire, Faubert, et des instituteurs Beneytou et Gabilan contre la politique de rénovation nationale ...

On peut citer également l'abbé Payrazat, dénoncé par la Radio de la France Libre du 21 novembre 1943 pour avoir célébré à Montbron une messe en plein air pour la Milice, un dimanche de fête patriotique en présence du préfet Daguerre¹².

Un cas particulier qui reste une énigme est celui de l'abbé Albert Heymes, originaire d'Altrippe en Moselle. Arrivé à Saint-Gervais en septembre 1939 parmi les 82 255 Mosellans¹³ réfugiés en Charente, il n'est pas revenu en Moselle alors que beaucoup de réfugiés et la plupart de ses confrères ont pu repartir en Moselle en septembre-octobre 1940. Son refus de revenir en Moselle annexée semble bien montrer qu'il n'entend pas se soumettre à la germanisation qui n'a pas manqué d'être appliquée dans son pays d'origine. En accord avec l'évêché d'Angoulême et le curé-archiprêtre de Mansle, il est devenu le curé de Saint-Front. Dans ses sermons comme dans ses entretiens avec ses paroissiens il lui arrive de rendre hommage au maréchal Pétain. Malgré les interventions du curé de Mansle l'incitant à la prudence dans ses propos il n'hésite pas à se référer dans ses sermons à un discours du maréchal Pétain en avril 1944 et à

¹⁰ Jean Balestrat (1885-1962) né à Saint-Christophe de Confolens, prêtre en 1912, professeur à l'école Bossuet à Cublac en Corrèze, incorporé en 1913, curé de Brie de Barbezieux en 1921, curé de Montrollet en 1924, curé de Pressignac de 1933 à 1950, auxiliaire à Roumazières en 1950, aumônier de la maison de retraite de Gamby en 1957, retiré en 1959, décédé à Etagnac le 9 septembre 1962. (Renseignements donnés par les archives diocésaines d'Angoulême).

Il s'est ainsi trouvé à être auxiliaire de 1950 à 1957 aux côtés de l'abbé Quichaud, ancien résistant et déporté, devenu curé de Roumazières

¹¹ Archives départementales de la Haute-Vienne. 986 W 245.

Nous devons ces renseignements à Danielle Soury, ressortissante de Pressignac.

¹² JULIEN-LABRUYERE (François) *Le rendez-vous de Lesterps*. Editions Le Croît Vif. 2010

¹³ Chiffres donnés par les services de la Préfecture de la Charente en février 1940

commenter un mandement épiscopal appelant les chrétiens à une stricte neutralité après le débarquement des Alliés en Normandie vis-à-vis des diverses tendances politiques qui se manifestent, profitant de l'occasion pour critiquer vigoureusement les maquisards en les assimilant à des voyous. En même temps que son maréchalisme ouvertement proclamé il est alors suspecté d'être un agent de la police allemande du fait qu'il est bilingue et parle allemand comme tout Mosellan proche de la frontière avec l'Allemagne. Malgré les conseils qui lui ont été donnés de disparaître quelque temps à cause des menaces de mort qui lui ont été envoyées, il refuse de partir se cacher. C'est qu'en Charente l'autorité du prêtre dans la commune n'est pas du tout la même qu'en Moselle où le prêtre est alors une notabilité respectée et incontestée encore plus que le maire. Il s'est donc cru intouchable ! Et pourtant il est arrêté le 9 juillet 1944 par un groupe de maquisards FFI du maquis Bir-Hacheim à Cellefrouin où il est venu dire la messe. Après un interrogatoire et un procès sommaire il a été exécuté et enterré à Cherves-Châtelars le 11 juillet 1944. Il aurait été torturé et sa mort reste mystérieuse. Il aurait pourtant caché des réfractaires au STO et des Alsaciens-Lorrains pour leur faire passer la ligne démarcation¹⁴. Diverses interprétations diffamatoires¹⁵ ont été données par la suite pour discréditer l'abbé Heymes et justifier sa condamnation et peut-être aussi faire oublier son procès pour le moins expéditif ...

A l'évidence en Charente le chanoine Alexandre Petit comme l'abbé Albert Heymes ont été quelques-uns de ces prêtres les plus exaltés dans cette période. Il y a eu d'autres prêtres charentais plus ou moins maréchalistes et dans leur sillage quelques-uns de leurs paroissiens. Mais si l'on s'en réfère aux rapports d'enquête en 1945, ils ont été peu nombreux au point que dans son rapport au gouvernement de Vichy en 1943, le préfet Daguerre s'est plaint de « *l'existence de tendances démocrates-chrétiennes dans le clergé du département qui aspire au retour de l'ancien régime (la III^e République) et préférerait le communisme supposé éphémère au nazisme ou à tout autre régime accusé de s'inspirer de celui-ci* »¹⁶. Ce sont là des propos amers et sans doute excessifs d'un préfet dans la ligne de pensée de Vichy mais aussi révélateurs de l'état d'esprit du clergé charentais et de leurs fidèles prenant peu à peu ses distances avec une politique et un régime discrédités. Il y a eu en effet des prêtres résistants et parmi eux citons quatre exemples : l'abbé Joseph Marcelin à Nabinaud près d'Aubeterre, l'abbé Jean Quichaud à Suaux, le Père Augustin, un religieux capucin à Cognac, et l'abbé Lalande à Angoulême.

¹⁴ WILMOUTH (Philippe) *L'Eglise mosellane écartelée. 1939-1945. Face au nazisme et à la dispersion*. Serge Domini éditeur. 2015. p. 264-265

¹⁵ TROUSSARD (Raymond) *Le maquis Bir-Hacheim 1943-1945*. Editions SAJIC. Angoulême. 1981

¹⁶ Archives nationales. AJ 40. Cité par Guy Hontarrède dans son livre *Ami, entends-tu ?* sur l'Occupation et la Résistance en Charente, édité par l'Université populaire de Ruelle. 1987.p. 31

L'abbé Joseph Marcelin¹⁷, curé de Nabinaud et de Laprade près d'Aubeterre, profitant de sa situation isolée en pleine campagne et à proximité de la forêt de la Double, a fait passer clandestinement des personnes la ligne de démarcation et a hébergé chez lui des gens cherchant à échapper à la police de Vichy comme à la police allemande. Mais il ne s'en est pour autant glorifié à la Libération disant qu'il n'avait fait que son devoir de chrétien, celui d'aider les plus démunis.

L'abbé Jean Quichaud¹⁸, alors curé de Suaux, a fait de même. Tout en assumant sa fonction de prêtre, il est entré en résistance en adhérant au réseau Centurie du colonel Penchenat. Par cette appartenance il a relevé en conséquence de l'OCM (organisation civile et militaire). Son presbytère a servi à l'occasion de relais voire à héberger des membres du maquis. Mais cela a fini par se savoir pour être de notoriété publique ce qui lui a valu d'être dénoncé et d'être arrêté le 22 mars 1944 avec Guy Pascaud, fils du maire de Chasseneuil et l'un des fondateurs du maquis Bir-Hacheim et d'autres personnes. Interrogé par les services de la SIPO (*Sicherheitspolizei* ou police de sécurité) la police allemande, qui était au 23, avenue Wilson à Angoulême, l'abbé Quichaud a connu successivement les prisons Saint-Roch à Angoulême, de Pierre Levée à Poitiers puis de Fresnes pour être finalement envoyé aux camps de concentration de Struthof-Natzweiler et enfin de Dachau du 15 septembre 1944 au 14 mai 1945 d'où il a été libéré par des soldats américains.

Le Père Augustin (Antoine Meyer à l'état-civil)¹⁹, un religieux capucin de Bitche en Moselle venu en Charente avec les réfugiés mosellans, revenu en Moselle en octobre 1940 mais expulsé du Reich comme ses confrères le 13 juin 1941 par la *Gestapo*, il a préféré rejoindre le couvent Saint-Antoine à Cognac parmi quatre autres religieux capucins. Devenu l'aumônier des réfugiés restés en Charente, il en est venu à faire de faux papiers avec l'aide de secrétaires mosellans des mairies de Jarnac et Segonzac d'abord pour des Lorrains risquant d'être réquisitionnés pour servir dans l'armée allemande mais ensuite pour des

¹⁷ Marcelin Joseph (1868-1959) né à Festalemps (Dordogne) le 4 janvier 1868, successivement vicaire à La Rochefoucauld, curé du Tâtre, curé de Roumazières-Loubert en 1899 puis de Laprade et Nabinaud en 1907, retiré en 1954 à Sainte-Marie d'Etagnac en 1954, décédé en 1959, inhumé à Roumazières.

¹⁸ Quichaud Jean (1913-1999) né à Suris en Charente le 19 octobre 1913, ordonné prêtre le 29 juin 1938, successivement vicaire à Saint-Léger de Cognac puis à Ruffec, curé de Suaux en 1942, arrêté le 22 mars 1944 et déporté dans les camps de concentration de Struthof-Natzweiler et de Dachau, libéré le 29 octobre 1945, curé de Roumazières-Loubert en 1948, ayant quitté l'état ecclésiastique en 1988. Retiré à Genouillac et décédé à l'hôpital de Confolens le 12 septembre 1999. Inhumé à Suris.

¹⁹ Meyer Antoine (*Père Augustin* en religion) (1898-1945), né à Riedwihr (Haut-Rhin) le 12 juin 1898, mobilisé dans la *Deutsches Heer* (armée allemande) en mai 1917 et envoyé sur le front russe, rejoint en 1919 le couvent des Capucins de Koenigshoffen près de Strasbourg, fait sa profession religieuse le 4 avril 1920, ordonné prêtre le 5 avril 1920, affecté au couvent de Sigolsheim qu'il quitte en 1936 pour le couvent de Bitche en Moselle. Envoyé comme chef de convoi des malades de l'hôpital de Sarreguemines à Cognac en septembre 1939, revenu à Bitche en octobre 1940, il a été expulsé du Reich avec les autres capucins. Revenu en Charente comme aumônier des réfugiés restés en Charente, il a été arrêté le 28 décembre 1943, porteur de faux papiers, et déporté en Allemagne au camp de concentration de Neuengamme, près de Hambourg. Il est décédé le 7 avril 1945.

Charentais. Arrêté le 28 décembre 1943 ayant avec lui cinq fausses cartes d'identité il est mort en déportation près de Hambourg le 7 avril 1945. Une rue porte son nom au quartier du Cagouillet à Cognac. Des historiens s'étant intéressé à l'histoire de la Résistance en Charente comme Guy Hontarrède et Francis Cordet ont été persuadés que le Père Augustin avait travaillé avec un réseau même s'il a persisté devant les policiers allemands à dire qu'il avait toujours agi seul.

On peut aussi citer un autre prêtre, l'abbé Jean Lalande²⁰, alors vicaire général du diocèse et directeur à la fois de l'Ecole Saint-Joseph à Angoulême, moins engagé en résistance mais qui avait tout de même monté un réseau pour cacher des réfractaires au STO. C'est ainsi que Henri Thébaud, venu de Bretagne se cacher en Charente, s'est retrouvé comme professeur à l'école Saint-Joseph durant toute la durée de la guerre et bien plus tard maire d'Angoulême. Gaston Bertranet, ancien élève de l'école Saint-Joseph, a été encouragé par ce prêtre à rejoindre la France Libre²¹. Mgr Mégnin délégua son vicaire général, l'abbé Lalande à la cérémonie militaire de la Libération d'Angoulême, place du Parc. Mais contrairement au cardinal Suhard à Paris qui ne put faire chanter le « *Te Deum* » à Notre-Dame de Paris, l'évêque présida en personne le « *Te Deum* » de la Libération d'Angoulême le dimanche 3 septembre 1944 à la cathédrale et le dimanche 10 septembre 1944 à Cognac en présence du préfet Garnier. Il a nommé début septembre 1944 en qualité d'aumônier départemental des FFI le chanoine Condom, ancien vicaire général et curé de la paroisse Saint-André à Angoulême.

Mgr Pouget a rappelé dans ses « *Souvenirs* » qu'en raison des tensions très fortes à Angoulême dans les premiers jours de la Libération, l'évêque était resté prudemment cloîtré dans sa résidence épiscopale, rue d'Iéna, et n'avait été ni menacé, ni inquiété. Le chanoine Eugène Autexier, curé de la paroisse Saint-Martial à Angoulême et à ce titre aumônier de la prison Saint-Roch, dans son livre « *La mort des innocents* » indique : « *dans les jours qui suivirent la Libération, Angoulême vécut sous le règne de la terreur. Durant une journée entière, il y eut défense de sortir de chez soi et un silence de mort planait sur les rues désertes de la ville d'ordinaire si vivante* ».

²⁰ Lalande Jean-Julien (1878-1967) né à Mareuil (Dordogne) ordonné prêtre le 24 juin 1902, successivement étudiant à la faculté catholique d'Angers, professeur à l'école Saint-Paul d'Angoulême le 1^{er} octobre 1905, aumônier de l'école Saint-Joseph d'Angoulême le 15 novembre 1913, directeur des œuvres diocésaines le 10 octobre 1926, vicaire général le 7 avril 1940 tout en étant directeur de l'école Saint-Joseph d'Angoulême depuis 1923, retiré à Sainte-Marie d'Etagnac en 1963, décédé à Etagnac le 3 février 1967. Inhumé à Angoulême après des obsèques à la cathédrale.

²¹ Témoignage donné personnellement par Gaston Bertranet, ancien officier dans la Marine, longtemps président de la délégation en Charente de la France Libre.

Mgr Mégnin ne fit pas partie des évêques dont la destitution fut demandée au nonce par le gouvernement provisoire de la République²². Il a été fait par la suite chevalier de la Légion d'Honneur par décret du 11 mars 1953 au titre du Ministère de la Défense nationale et des forces armées (Journal Officiel du 12 mars 1953) à une époque où la conduite pendant l'Occupation était un des critères discriminants d'attribution comme le précisait le formulaire de l'époque.

Diverses attitudes de laïcs catholiques pendant l'Occupation dans une commune charentaise : Saint-Claud

Des laïcs se sont aussi trouvés dans des situations compliquées où il leur a fallu trouver des solutions devant certains événements en fonction de leur conscience et de leurs convictions. Ainsi René Hymonet, grand propriétaire terrien à Saint-Claud, valeureux ancien combattant pendant la guerre 1914-1918, ayant reçu plusieurs distinctions à cause de sa bravoure, par ailleurs catholique pratiquant et aussi fervent admirateur du maréchal Pétain, comme beaucoup d'anciens combattants, il n'a pas tenu compte des lois édictées par le gouvernement de Vichy en octobre 1940 ou les a plutôt ignorées en recevant et en cachant en Charente une famille juive, les Jacob²³, venant de Morhange dans la Moselle annexée dans le Reich en 1940. Il leur a trouvé un logement et il a leur procuré quelques ressources. René Hymonet connaissait déjà les Jacob à cause de leurs relations professionnelles avant la guerre comme marchands de bestiaux. C'est donc tout naturellement qu'il les a accueillis en Charente et protégés pendant toute la durée de la guerre. Inquiété à la Libération pour avoir continué ses affaires malgré la ligne de démarcation et pour ses opinions favorables au maréchal Pétain, c'est cette protection de cette famille juive qui a plaidé en sa faveur et qui lui a évité la privation de ses droits civiques et l'indignité nationale qui aurait pu être décidé par le comité local d'épuration à la Libération.

A Saint-Claud, s'est produit en 1944 une bien étrange affaire où il est question à la fois de la protection d'une famille juive et d'un certain Octave Bourdy, commerçant, membre de la Milice, accusé d'avoir dénoncé la présence d'un maquis à Négret, près de Saint-Claud. En effet 33 maquisards de Négret liés au maquis Bir-Hacheim ont été arrêtés à Endourchapt près de Saint-Laurent-de-Céris le 22 mars 1944 puis exécutés à Biard près de Poitiers le 8 mai 1944. Arrêté le 4 novembre 1944 à Montargis où il s'était réfugié, se sentant pourchassé, Octave Bourdy a été ramené à Saint-Claud pour y être fusillé le 6 décembre 1944 par des ressortissants du maquis Bir-Hacheim. Et pourtant bien

²² COINTET (Michèle) *L'Eglise sous Vichy* (1940-1945). Editions Perrin. Paris. 1998. En particulier le chapitre 8 « *L'épuration de l'Eglise* » et LEMOIGNE (Frédéric) op.cit. notamment le chapitre 8 : « *Les émigrés de l'intérieur* »

²³ Il se trouve que Gaby, Georges et Marcel Jacob étaient apparentés à Simone Veil, née Jacob. Renseignements recueillis auprès d'Anne-Marie Hymonet.

plus tard et très récemment Abram Huberman a tenu à témoigner que lui et sa famille d'origine juive, réfugiés à Saint-Claud, ont été sauvés grâce à l'intervention d'Octave Bourdy auprès des gendarmes de la brigade de Saint-Claud avec la bienveillance de leur supérieur, le maréchal des logis-chef Roger Lefoulon. Abram Huberman tient à affirmer que si Octave Bourdy était membre de la Milice avec le grade de lieutenant rattaché à la trentaine de Chasseneuil, il aurait usé de ses relations pour exonérer des jeunes gens au STO. Selon Abram Huberman, l'attachement d'Octave Bourdy au Maréchal Pétain venait du fait qu'il avait été un vaillant soldat pendant la guerre 1914-1918 au point d'être décoré de la Croix de guerre et de la Médaille militaire et surtout qu'il avait été l'ordonnance de Philippe Pétain. Mais ce catholique pratiquant n'a pas eu d'obsèques religieuses sur ordre d'un résistant pourtant catholique aussi, Jean Maze-Sencier, résidant au château de la Boussardie à Saint-Claud. La mère d'Abram Huberman aurait été la seule en dehors de la famille à suivre son cercueil jusqu'au cimetière²⁴. Ce témoignage bien tardif d'Abram Huberman vient ainsi bousculer ce que l'on croyait savoir sur Octave Bourdy et montre la complexité des attitudes et des comportements dans la période de l'Occupation.

D'autres catholiques à Saint-Claud, plutôt dans la mouvance d'Octave Bourdy mais sans être pour autant proches de la Milice, ont été inquiétés à la Libération au point que certains de ceux-ci, étant riverains de la rue de l'église, eu égard à leurs positions ouvertement maréchalistes, ont été à l'origine pendant l'Occupation de l'appellation ironique par des habitants du bourg de Saint-Claud de ladite rue de l'église en « *Berliner strasse* »²⁵...

Jacques Baudet

Bibliographie

ARON (Robert) *Histoire de Vichy*. Editions Fayard. 1954

BAUDET (Jacques) et MARQUIS (Hugues) *La Charente dans la guerre 1939-1945*. Editions De Borée. 2014

COINTET (Michèle) *L'Eglise sous Vichy 1940-1945*. Editions Perrin. 1998

DUQUESNE (Jacques) *Les catholiques français sous l'Occupation*. Editions Grasset. 1966

²⁴ Renseignements recueillis auprès de la mairie de Saint-Claud où Abram Abus Huberman (né le 2 janvier 1926) a tenu à laisser son témoignage écrit sur le séjour de sa famille à Saint-Claud de 1942 à 1946. Il avait 18 ans en 1944.

²⁵ Anecdote rapportée par Freeland Degorce, maréchal-ferrant à Saint-Claud, confirmée par d'autres habitants du bourg de Saint-Claud.

GADILLE (Jacques) *Les catholiques français sous Vichy*. Recension critique du livre de Jacques Duquesne : *Les catholiques français sous l'Occupation*. Revue d'histoire de l'Eglise de France. 1969. Tome 55. N° 154. p. 120-122

JULIEN-LABRUYERE (François) *Le rendez-vous de Lesterps*. Editions Le Croît Vif. 2010

LEMOIGNE (Frédéric) *Les évêques de Verdun à Vatican II. Une génération en mal d'héroïsme*. Rennes. PUR. 2005

LUGASSY (Maurice) SERRURIER (Enguerrand) *Les hérauts de la Résistance catholique. Quatre-vingts ans après la Lettre de Mgr Saliège*. Editions du Cerf. 2024

REMOND (René) *Les droites en France*. Editions Aubier-Montaigne. 1954